



Ministère du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation

**Direction Régionale Environnement, Aménagement et Logement de la
Nouvelle-Aquitaine**

Marché de prestations intellectuelles

Objet du marché

A62 – Aménagement d'une VR2+ – Simulation dynamique

Document unique valant

**ACTE D'ENGAGEMENT-CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
N°2025-SDIT-DIRNB-05**

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur le :
***(à renseigner par le candidat : date de remise de l'offre ou de l'offre finale en cas de
remises d'offres successives).***

Table des matières

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS.....	3
1.1 Acheteur.....	3
1.2 Représentant de l'acheteur.....	3
1.3 Comptable public assignataire.....	3
1.4 Titulaire.....	3
Article 2 - OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
Article 3 - MONTANT DU MARCHE.....	4
Article 4 - EXECUTION DU MARCHE.....	4
4.1 Contenu des prestations.....	4
4.2 Durée du marché et délai d'exécution.....	4
4.3 Lieu d'exécution.....	4
Article 5 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....	5
5.1 Organisation de l'équipe technique.....	5
5.2 Obligations du titulaire.....	5
5.3 Clauses environnementales.....	5
5.4 Traitement de données à caractère personnel.....	5
5.5 Constatation de l'exécution des prestations.....	6
Article 6 - PENALITES.....	6
Article 7 - REGIME FINANCIER.....	6
7.1 Avances.....	6
7.2 Variation des prix.....	7
7.3 Modalités de facturation.....	7
7.4 Nantissement et cession du marché.....	8
Article 8 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	8
Article 9 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	8
9.1 Sous traitance.....	8
9.2 Assurances.....	8
9.3 Résiliation.....	8
Article 10 - CLAUSES TECHNIQUES.....	8
Article 11 - DEROGATIONS.....	9
Article 12 - SIGNATURES.....	9

-

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS

1.1 Acheteur

Ministère du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation

1.2 Représentant de l'acheteur

Monsieur le Directeur Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle Aquitaine

1.3 Comptable public assignataire

Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques de Haute Vienne
Service Dépenses
31 rue Montmailler
87000 Limoges

1.4 Titulaire

Le signataire, le mandataire, les membres du groupement (*compléter un tableau par cocontractant*) :

Identité du contractant 1

☐ Je soussigné

agissant en mon nom personnel ou pour le compte de la société

.....

Adresse postale

Téléphone

Adresse mail

Numéro d'identité SIRET ou SIREN

Identification bancaire

Compte ouvert au nom de
Domiciliation
Code banque
Code guichet
N° de compte
Clé RIB

Identité du contractant 2

☐ je soussigné

agissant en mon nom personnel ou pour le compte de la société

.....

Adresse postale

Téléphone

Adresse mail

Numéro d'identité SIRET ou SIREN

Identification bancaire

Compte ouvert au nom de
Domiciliation
Code banque
Code guichet
N° de compte
Clé RIB

:

Joindre autant de RIB (relevé d'identité bancaire) , que de comptes à créditer.

En cas de groupement préciser la nature du groupement :

- groupement solidaire ☐
- groupement conjoint ☐

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur

Mon offre m' (nous) engage pour une durée de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Je (nous) m'engage (engageons), conformément aux clauses du présent document, à exécuter les prestations objet du présent marché aux conditions stipulées aux articles suivants conformément au cahier des charges n°2025-SDIT-DIRNB-05

Je (nous) m'engage (engageons) sans réserve à produire les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à 12 du CCP.

Dans le cas d'un groupement conjoint les prestations de chaque co-traitant sont réparties par nature des prestations et leurs montants respectifs.

En cas de groupement, le mandataire sera obligatoirement responsable des prestations intellectuelles de communication (prix n°301 à 501).

Article 2 - OBJET DU MARCHÉ ET DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché a pour objet :

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour des simulations dynamiques pour l'aménagement d'une voie réservée au covoiturage sur l'A62

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- le présent document valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières (AE-CCP), et ses éventuelles annexes,
- la liste des prix unitaires et forfaitaires
- le document financier,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations

intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Article 3 - MONTANT DU MARCHÉ

Montant du marché

Montant HT

TVA%

Montant TTC

Le montant en euros TTC du marché est arrêté à la somme de (en lettres)

.....

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Article 4 - EXECUTION DU MARCHÉ

4.1 Contenu des prestations

Les prestations à réaliser sont précisées au CCTP

4.2 Décomposition en tranches et en lot

Les prestations sont réparties en une tranche ferme et une tranche optionnelle définies ci-dessous :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Les données, le diagnostic, la simulation réseau et la modélisation dynamique du scénario projet
Tranche optionnelle	La modélisation microscopique du scénario projet

Les délais limites de notification, par décision du RPA, d'affermissement de la tranche est de 2 mois à compter de la date de début d'exécution de la tranche ferme.

Les prestations ne sont pas réparties en lots compte-tenu de la nature des prestations à réaliser.

4.3 Durée du marché et délai d'exécution

Le marché public est conclu pour une durée de 4 mois dont 3 mois prévu pour la tranche ferme

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG PI, le délai d'exécution des prestations démarre à compter de la notification de l'ordre de service qui prescrira de les commencer, ou de la date précisée dans l'ordre de service.

4.4 Lieu d'exécution

Département de la Gironde (33) -A62 – échangeur 1.1 à 19.

Article 5 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1 Organisation de l'équipe technique

5.1.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique.

5.1.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 jours (sauf accord dérogatoire entre les parties) à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

5.2 Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire met en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

5.3 Clauses environnementales

Le mode de transmission par voie numérique des livrables sera privilégié dans le cadre de la réalisation des prestations.

5.4 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché.

5.5 Constatation de l'exécution des prestations

Les stipulations du CCAP PI s'appliquent.

Article 6 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire. Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 25 % du montant total hors taxes de la tranche considérée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt des pénalités journalières de 100€

Article 7 - REGIME FINANCIER

7.1 Avances

Le taux de l'avance est de 30%

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 à 12 du CCP.

Entreprise unique

Le titulaire désigné ci-devant :

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Groupement solidaire

Les membres du groupement désignés ci-devant :

- ☐ refusent de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refusent pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Groupement conjoint

Co-traitant 1 :

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Co-traitant 2

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

7.2 Variation des prix

Les prix sont fermes actualisables

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Le prix ferme sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations.

Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation

(C1) donne par la formule :

$$C1 = \frac{I_m - 3}{I_o}$$

dans laquelle :

- I_o : index du mois m_o (mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.) ;
- $I_m - 3$: index du mois antérieur de trois mois au mois « m » contractuel de commencement

d'exécution des prestations.

Ce mois «m» est celui de l'accusé de réception par le titulaire de l'acte portant commencement d'exécution des prestations

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index national **ING – Ingénierie** publié sur le site internet de l'INSEE

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

7.3 Modalités de facturation

Les factures sont transmises par voie dématérialisée

7.3.1 Facturation sous forme électronique

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché,
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre,
- Le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché,
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché.

Le délai global de paiement de la facture est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7.4 Nantissement et cession du marché

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues à l'article R.2191-45 à 62 du CCP. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché public.

Article 8 - REGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent

Article 9 - DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Sous traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance : Les prix 200 à 500 définies dans le document financier..

9.2 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Par dérogation à l'article 9-2 du CCAG PI, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances avant la notification du marché.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

9.3 Résiliation

Les stipulations du CCAP PI sont applicables

Article 10 - CLAUSES TECHNIQUES

Les clauses techniques sont décrites au CCTP

Article 11 - DEROGATIONS

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG

L'article 4.2 déroge à l'article 13.1.1 du CCAG

L'article 6 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG, et à l'article 14.1.2 du CCAG

L'article 6 déroge à l'article 14.3 du CCAG

L'article 9.2 déroge à l'article 9.2 du CCAG.

Article 12 - SIGNATURES

A
Le

A
Le

signature du titulaire

signature du représentant
du pouvoir adjudicateur

**Annexe à l'acte d'engagement en cas de groupement
conjoint**

**Ventilations des prestations exécutées par chacun des
cotraitants
et leurs rémunérations correspondantes**

Mandataire	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations
co_traitant 2	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations
Co-traitant 3	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations